



HAL
open science

La Guerre froide vue des campus

Alain Monchablon

► **To cite this version:**

Alain Monchablon. La Guerre froide vue des campus. Sous la direction de Philippe Buton, Olivier Büttner, Michel Hastings. La Guerre froide vue d'en bas, CNRS Editions, pp.237-246, 2014, 9782271078230. halshs-01262854

HAL Id: halshs-01262854

<https://shs.hal.science/halshs-01262854>

Submitted on 27 Jan 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La Guerre froide vue des campus

Alain Monchablon

Le phénomène de Guerre froide ne pouvait manquer d'affecter le monde étudiant. Disposant de loisirs et de moyens d'information, les jeunes intellectuels en formation ne pouvaient rester à l'écart de ses soubresauts. L'organisation qui se voulait leur syndicat unique, et les représentait auprès des autorités politiques et universitaires, l'UNEF, rassemblait de fait toutes les sensibilités politiques et sociales. Elle ne pouvait qu'être la caisse de résonance des effets de la Guerre froide dans la jeunesse universitaire. En outre, l'UNEF avait, depuis avant 1939, une pratique des relations internationales étudiantes. Avait alors existé une Confédération Internationale des Étudiants, où l'UNEF tenait une place essentielle. Il n'est donc pas surprenant que lorsque se constitua, en 1946, une nouvelle Union Internationale des Étudiants (UIE), les responsables de l'UNEF y aient eu, avec d'autres, un rôle fondateur. L'évolution ultérieure de l'UIE, installée à Prague, en fit un des acteurs de la Guerre froide chez les étudiants. Ce n'est pourtant pas à une étude des relations internationales de Guerre froide dans le monde étudiant qu'on voudrait se livrer ici¹. De façon plus limitative, il s'agira d'interroger les effets de la Guerre froide sur les étudiants en France et leur appropriation de celle-ci dans leurs propres débats et combats. Le lieu principal où convergent ceux-ci est bien évidemment l'Union Nationale des Étudiants de France, sur laquelle documentation et études ne manquent pas². On ne dispose malheureusement pas d'études fines sur l'effet Guerre froide dans les associations locales ou corporatives d'étudiants. On verra que si la Guerre froide envahit rapidement le mouvement étudiant, y suscitant d'âpres oppositions et des révolutions de palais, le phénomène s'estompe progressivement au profit des querelles liées à la décolonisation.

1. Voir Kotek Joël, *La Jeune Garde, la jeunesse entre KGB et CIA, 1917-1989*, Paris, Le Seuil, 1998.

2. Voir principalement Fischer Didier, *L'Histoire des étudiants en France de 1945 à nos jours*, Paris, Flammarion, 2000. Une étude de l'Union des Grandes Écoles (UGE), née en 1947 et distincte de l'UNEF jusqu'en 1957, n'apporterait pas de conclusions différentes.

UN EFFET GUERRE FROIDE QUI S'IMPOSE

L'unanimité apparent qui avait présidé à la refondation de l'UNEF au printemps 1946³ se retrouve dans la naissance de l'UIE en août de la même année. Les étudiants français ont contribué à la Charte de l'UIE et aux règles statutaires qui doivent la gouverner⁴. Le président en exercice de l'UNEF, Pierre Trouvat, est en même temps l'un des deux vice-présidents élus de l'UIE, la présidence revenant à un étudiant tchèque libéré des camps. En décembre 1947 encore, malgré la dénonciation du plan Marshall par le secrétariat installé à Prague, le Groupement national des étudiants RPF, qui vient de se constituer, souhaite « que chacun voie ce qu'il peut faire pour tenir sa place dans ce vaste mouvement fraternel qu'est l'UIE »⁵. Puis la situation évolue rapidement, en fonction de la conjoncture internationale comme du jeu des acteurs étudiants. D'une part, les étudiants communistes de Paris se sont dotés en décembre 1947 d'un périodique, *Clarté*, rédigé par Annie Besse, Arthur Kriegel, et Jacques Hartmann, qui affiche à partir de 1949 son vif intérêt pour le syndicalisme étudiant⁶. De leur côté, les étudiants gaullistes entendent bientôt combattre à l'UNEF « le noyautage séparatiste et évincer systématiquement tous les candidats favorables à l'UIE soviétisée. Il est normal enfin que nous assurions le succès des candidats hostiles à l'actuel bureau de l'UNEF dont la faiblesse souvent complaisante à l'égard des manœuvres communistes et des ambitions SFIO est notoire »⁷. La polarisation sur des thèmes de Guerre froide est donc en marche chez les étudiants. L'UNEF elle-même, bien que gaullistes et communistes soient alors absents de ses instances dirigeantes⁸, est affectée par l'alignement précoce de l'UIE sur les positions soviétiques : le secrétariat de l'UIE reste étrangement silencieux sur le coup de Prague de février 1948 et la vague d'arrestations et de renvois de l'Université, qui suit aussitôt chez les étudiants tchèques. Du coup, le vice-président américain, Bill Ellis, absent au

3. Morder Robi (dir.), *Naissance d'un syndicalisme étudiant. 1946, la Charte de Grenoble*, Paris, Syllepse, 2006.

4. Bouchet Paul, « Lyon-Paris-Prague-Genève-Lyon », in Morder Robi, Rolland-Diamond Caroline (dir.), *Etudiant(e)s du monde en mouvements*, Paris, Syllepse, 2012, p. 163-173.

5. *Espoirs*, bulletin des étudiants RPF, 3 décembre 1947. Cité in Lavaud Robert, *Les étudiants et la politique*, mémoire IEP de Paris, 1958, p. 21.

6. Kriegel Annie, *Ce que j'ai cru comprendre*, Paris, Robert Laffont, 1991, p. 419.

7. Circulaire n° 14 de Pierre Dumas, président du Groupement national des étudiants RPF, 3 décembre 1948, ICDG, boîte n° 7, 4-RPF-Etudiants, cité dans Fischer D., *op. cit.*, p. 71.

8. À l'exception du guadeloupéen Henri Bangou, vice-président Outre-mer de 1949 à 1950.

moment des faits, rend publique sa démission un mois après, entraînant la désaffiliation des étudiants suédois, danois, belges et suisses. La question de la place de l'UNEF à l'UIE ne pouvait qu'être posée au congrès annuel, tenu à Nice au printemps 1948. Le congrès s'en trouve émaillé d'incidents : un responsable explicitement hostile à l'UIE, Boissieras, est élu au bureau comme vice-président chargé de l'international ; Trouvat, réélu à la présidence, met sa démission dans la balance, à quoi Boissieras répond par la menace de quitter l'UNEF avec un tiers des Associations Générales d'Étudiants : finalement, ce dernier est maintenu au bureau, mais écarté des affaires extérieures. Les dirigeants de l'UNEF ne se résolvent pas à la rupture, et font adopter par le congrès ce que *Clarté* qualifiera de « compromis de coulisse » : retrait de l'UNEF du comité français de la FMJD⁹, et demande d'éclaircissements au secrétariat de l'UIE¹⁰. À leurs yeux, l'UIE doit pouvoir rester un pont entre les étudiants. On ne peut parler ici de neutralisme, mais de l'attachement à l'unité du monde étudiant et de la volonté d'échapper à la fracture de Guerre froide. Autant d'espoirs vite déçus : l'UIE répondit aux demandes de l'UNEF par une lettre ouverte aux étudiants français dénôçant l'UNEF pour son supposé silence sur la guerre d'Indochine.

Au congrès de 1949 au Touquet, la question de l'UIE est au centre de débats passionnés et nocturnes, qui ont mobilisé les représentants des groupes politiques : « Au congrès lors des débats sur l'Union internationale, le jeu a été mené en sous-main par des organisations politiques extrémistes. Des observateurs de ces mouvements opposés allaient même jusque dans la salle des séances (en principe réservée aux seuls délégués) donner des ordres ou des conseils et mener leur propagande »¹¹. Les dirigeants de l'UNEF ont beau faire valoir que l'UIE reste un gage de coopération internationale, moyennant des garanties sur son fonctionnement démocratique, que la quitter ramènerait l'UNEF à des points de vue nationalistes et conservateurs¹², le congrès décide de quitter l'UIE¹³. Seule

9. Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique, fondée en 1945, plus ouvertement dépendante de l'URSS que l'UIE.

10. Eclaircissements inutiles pour *Clarté* (n° 6, 17 avril 1948), qui estime que « le délégué de l'UIE a détruit les calomnies en produisant les résultats de la commission d'enquête ».

11. *Grenoble Université*, journal de l'Association générale des étudiants de Grenoble, n° 2, 1949. Il s'agit bien sûr des étudiants du RPF, et des Étudiants communistes, le ton de *Clarté* s'étant depuis peu fait moins critique envers les « arrivistes » et « politiciens » de la direction de l'UNEF. Annie Kriegel indique dans ses Mémoires s'être rendue alors pour la première fois au congrès de l'UNEF (Kriegel A., *op. cit.*, p. 419).

12. Fischer D., *op. cit.* p. 159.

concession, conformément aux statuts, la désaffiliation ne prend effet qu'au bout d'un an, et le texte voté affirme sa fidélité aux principes qui ont présidé à la naissance de l'UIE, comme le refus d'une union internationale concurrente. Les artisans du retrait sont des étudiants RPF non connus alors comme tels, et l'un d'eux accède au bureau de l'UNEF. Le président sortant, P. Trouvat doit renoncer à se représenter, mis en cause pour avoir pris la parole sur la guerre d'Indochine à un meeting dans la cour de la Sorbonne : depuis des semaines les étudiants RPF diffusent un tract le stigmatisant, intitulé « Ho Chi Minh président de l'UNEF ! ». Malgré son retrait de l'UIE, la polarisation de Guerre froide n'est pas complète à l'UNEF : au printemps 1950, l'intense campagne menée par les communistes pour faire signer l'appel de Stockholm est un succès : Didier Fischer estime à 40 000 le nombre des signataires étudiants, soit un quart des effectifs¹⁴. Signèrent à titre personnel les principaux responsables de l'UNEF, à l'exception du président de la Corpo de droit de Paris, J-M. Le Pen, et de quelques responsables d'AGE proches du RPF. En revanche l'UNEF en tant que telle à l'issue d'un long débat, ne prit pas position.

L'effet Guerre froide atteint son maximum au sein du mouvement étudiant en 1950. Le président élu au printemps, Gérard de Bernis, resté fidèle aux orientations de ses prédécesseurs¹⁵, a été mandaté pour diriger la délégation de l'UNEF, en simple observateur, au 2^e congrès de l'UIE à Prague, en août. Il y réitère les critiques envers le caractère partisan de l'UIE, déplore l'absence forcée des étudiants yougoslaves, fait admettre qu'il est d'autres moyens de défendre la paix que l'appel de Stockholm, et finalement s'abstient, avec les délégations britannique et danoise, sur la résolution finale¹⁶. Pourtant, trois mois plus tard, au Conseil d'administration de l'UNEF des 10 et 11 novembre, une révolution de palais le contraint à la démission, ainsi que l'ensemble de son bureau. Une lettre confidentielle adressée par Pierre Dumas à Jacques Soustelle donne la clé de ce renversement : « Le CA [de l'UNEF] a siégé à Paris, à la Mutualité les 11 et 12 novembre. Les étudiants RPF y ont remporté un grand succès en renversant le Président et le vice-président (progressistes très communistes) et avec eux tout le bureau et

13. Seule organisation occidentale à l'UIE hors l'UNEF, la britannique *National Union of Students*, choisit de rester à l'UIE ; la présence communiste, souvent inavouée, y est alors beaucoup plus forte qu'à l'UNEF. Voir Kotek J., *op. cit.*, p. 227.

14. Fischer D., *op. cit.*, p. 165.

15. En 1949, il a dénoncé le procès Rajk en Hongrie comme « un assassinat ». *Clarté* (n° 24, 3 mai 1950) lui reproche de vouloir se rendre en Yougoslavie pour « enquêter ». Le numéro suivant (n° 25, 25 mai 1950) fait le même reproche à P. Trouvat.

16. *Grenoble Université*, n° 11, novembre 1950.

enfin en provoquant l'élection d'un nouveau bureau très anticommuniste dans son ensemble [...] Samedi 11 novembre à 21 heures, le conseil aborde l'examen des questions internationales (la mission des "observateurs" de l'UNEF en août dernier). Aussitôt Gaudibert, délégué de l'AGE de Montpellier (avec qui j'avais eu la veille un long entretien) déclare avoir reçu par la poste un tract-lettre sur ce sujet et qui paraît susceptible de faire gagner du temps en "centrant" aussitôt le débat. De nombreux autres délégués, (à qui une de nos amies, Mlle Petit, vient de les distribuer) reconnaissent avoir aussi ces textes. Gaudibert dépose sur le bureau un dossier contenant les originaux de tous les documents cités (que je lui avais remis la veille) et d'une lecture du bulletin d'information ci-joint. Il prend même l'initiative de terminer en déclarant "signé Pierre Dumas". Les délégués communistes crient qu'il s'agit du responsable national des étudiants RPF. Entraînée par un groupe de nos amis que j'avais réunis le matin même, la majorité déclare n'y voir aucun inconvénient "puisque les faits mentionnés sont vérifiés et que le problème est bien posé par ce texte". Le Conseil demande à de Bernis de répondre aux quatre questions posées. À une heure du matin, ces réponses sont jugées insuffisantes pour le disculper et le Conseil vote une motion demandant à Gérard de Bernis, président, de démissionner (par 36 voix contre 14 et 3 abstentions). Avec une majorité plus écrasante encore, il demande la démission de Blanchet, vice-président, puis celle du bureau entier. Dimanche matin, de Bernis, Blanchet, puis le bureau remettent leur démission au CA »¹⁷. Le document produit, intitulé « L'UNEF aux mains de la 5^e colonne soviétique », dénonçait l'attitude de G. de Bernis, qui « méritait la prison », pour s'être levé, à l'instar de l'ensemble du congrès, à l'arrivée de la délégation nord-coréenne.

Cette révolution de palais, qu'on a parfois et à tort imputée à la faconde de J-M. Le Pen, n'a pu avoir lieu que par une dramatisation orchestrée dans un contexte tendu, celui de la guerre de Corée qui venait de commencer. L'impact général de la Guerre froide avait fragilisé la majorité de l'UNEF sur le terrain international. En outre, si les premiers dirigeants de l'UNEF d'après-guerre restaient attachés à l'existence de l'UIE, les partisans de celle-ci reconnaissent qu'« il n'y a jamais eu qu'une minorité d'étudiants français partisans de l'UIE ; en 1947 et 1948 la majorité était plutôt indifférente. Lorsque la désaffiliation de l'UNEF a été votée en 1949, aucun des délégués opposés à cette mesure ne soutenait l'UIE sans

17. Archives ICDG, boîte n° 8, 4-RPF-Étudiants, cité par Didier Fischer, « Entre secret et mémoire, les étudiants gaullistes et leur prise du pouvoir à l'UNEF à la fin des années 40 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 58, avril-juin 2000.

réserve »¹⁸. On en a un autre exemple à Grenoble, association étudiante pourtant restée favorable à l'UIE : « J'ai été amené à succéder à P. Burk au début de l'année civile 1953, en cours de mandat. P. Burk était contesté, car il était resté en liaison avec l'UIE. Ses relations étaient personnelles avec le secrétaire général Jacques Vergès et quasi-organisationnelles avec l'UIE¹⁹. Que P. Burk ait conservé des contacts avec l'UIE, alors que l'UNEF avait rompu avec elle, le mettait en difficulté. À Grenoble même, cela lui fut reproché »²⁰. Ce renversement de majorité à l'automne 1950 aboutit à bien plus qu'à un changement d'équipe dirigeante, dominée pour quelque temps par le RPF, à une réorientation d'ensemble du mouvement étudiant. Les tensions et oppositions politiques étaient certes depuis longtemps le pain quotidien de l'UNEF. Mais cela se passait sans polarisation politique complète, il demeurait un espace de jeu entre les principaux acteurs. C'est la Guerre froide qui introduisit au sein du mouvement étudiant ce partage binaire. Puis on passa du clivage sur les questions internationales à une remise en cause par la nouvelle majorité des orientations d'ensemble de l'UNEF depuis 1946. De plus, celle-ci fut désormais divisée en deux camps opposés, et pas seulement sur les questions internationales.

UN EFFET GUERRE FROIDE QUI S'EFFACE

Passé l'acmé de l'année 1950, l'effet structurant de la Guerre froide s'atténue ensuite à l'UNEF. Certes, au congrès de 1953, le président évoque encore dans son rapport les risques d'éclatement que portent les questions internationales, et de fait deux AGE désormais minoritaires qui avaient participé à des instances de l'UIE malgré l'interdit fixé en 1951, se sont trouvées menacées d'exclusion. Mais la polarisation de Guerre froide se réduit, malgré l'attachement persistant de la minorité pour l'UIE. C'est que les projets de la nouvelle majorité de constituer une nouvelle Internationale étudiante sous domination occidentale prennent un tour inattendu. Car cette nouvelle organisation, mise sur pied en 1952, échappe aux

18. Lettre de l'AGE de Lyon à l'UIE, 16 février 1952, Archives municipales de Grenoble, 624 W 117.

19. En réalité Jacques Vergès était secrétaire aux affaires coloniales, voir Vergès Jacques Remillieux Jean-Louis, *Le Salaud lumineux, conversations avec J.L. Remillieux*, Paris, Lafond, 1990, rééd. Livre de Poche 1993, p. 81-82.

20. Louis Bodin, entretien avec Jean-Louis Sabot, *L'entrée d'une génération en politique et la formation d'une élite. Le syndicalisme étudiant et la guerre d'Algérie*, thèse de doctorat de science politique, Université Pierre Mendès France, 1994, t. 2, p. 489. Précisons que P. Burk n'était pas communiste.

dirigeants de l'UNEF qui rêvaient de la diriger, et se trouve très vite sous domination « anglo-saxonne »²¹. De ce fait, pour faire pièce à l'UIE, la nouvelle Confédération Internationale des Etudiants (CIE) et son Secrétariat de Coordination (COSEC) s'ouvrent à des associations étudiantes issues de territoires colonisés, ce qui suscite des tensions : en janvier 1953, les deux représentants de l'UNEF claquent la porte de la Conférence d'Istanbul qui vient d'admettre en son sein comme union nationale d'étudiants l'association des étudiants de Dakar (alors capitale de l'AOF). Au congrès de 1954 qui exige le retrait des délégués de Dakar, le rapport du président énonce clairement ses griefs envers la nouvelle Internationale étudiante : « Nous commençons à en avoir assez de ces différentes rubriques consacrées à l'Algérie, l'Afrique du Nord, la France, le Sénégal... ». On voit qu'à cette date la Guerre froide n'est plus la *summa divisio* du mouvement étudiant, et les questions internationales rencontrent dès lors l'indifférence de la masse des étudiants et de nombre de responsables. La Commission internationale devient moins fréquentée dans les congrès de l'UNEF²². En 1956 le président peut noter sans être contredit, que l'international n'est plus « la bouteille à l'encre ». Progressivement devient réalité le vœu émis en 1953 par Michel Rocard : « Il est grand temps de s'occuper un peu plus des affaires intérieures, un peu plus des affaires coloniales, un peu moins des affaires internationales qui ne s'en porteront que mieux »²³. On sait que la guerre d'Algérie est devenue, depuis 1955, le premier objet de mobilisation et la principale occasion de déchirement au sein du mouvement étudiant, dirigé depuis 1956 par des courants anticolonialistes, dont les communistes étaient tenus à l'écart. Non que les « affaires coloniales » aient été jusque-là indifférentes au syndicalisme étudiant : « Plus précocement à coup sûr qu'il ne le fut dans la vie du pays tout entier, le thème colonial fut dès 1947 au cœur du monde étudiant »²⁴. Mais il l'avait principalement été du fait des étudiants communistes et de l'UIE, en particulier avec la « Journée anticolonialiste » du 21 février, instaurée depuis 1949 par cette dernière, et à ce titre restait marquée du sceau de la Guerre froide. Organisé avec le soutien des étudiants communistes et la participation des associations d'étudiants coloniaux, le 21 février est en province comme à Paris l'occasion de conflits, voire de bagarres. On a vu qu'en 1949, le discours, pourtant prudent, du président de l'UNEF dans la cour de la Sorbonne lui coûta sa réélection. En 1950, le

21. En octobre 1952, la NUS britannique se retire définitivement de l'UIE. Voir Kotek J., *op. cit.* p. 287.

22. Sur les péripéties des relations internationales étudiantes, voir Kotek J., *op. cit.*, et Fischer D., *op. cit.* p. 141-185.

23. *L'Étudiant socialiste*, mars 1953.

24. Kriegel A., *op. cit.*, p. 426.

21 février est l'occasion d'une bataille rangée au Quartier latin, où s'illustre J-M. le Pen. L'UNEF nationale s'abstient dès lors d'y participer, laissant les AGE libres de le faire. À compter de 1955, le 21 février devient essentiellement anticolonialiste, s'éloignant de l'orbite de Guerre froide.

Certes un nouveau venu de la presse étudiante, *L'Observateur étudiant*, apparu en 1953, tente de réactiver le tropisme de Guerre froide au sein du milieu. Créé par Guy Lemonnier, adjoint de Georges Albertini, animé par un ancien de la Corpo de Droit, J-P. Delbègue, de 1953 à 1961, ce petit bulletin mensuel diffusant la première année à plus de six cents exemplaires à Paris, fournit des échos souvent bien informés sur le monde étudiant²⁵. Il s'adresse aux responsables étudiants. Dénonçant sans relâche la pénétration communiste chez les étudiants, il appelle à l'union de tous les anticommunistes pour renverser la direction de l'UNEF animée depuis 1956 par les membres de la JEC (Jeunesse étudiante chrétienne). Toute la vie du mouvement étudiant y est présentée sous le signe de la menace communiste. Sans prendre explicitement parti pour l'Algérie française au nom de l'union des anticommunistes, il voit dans l'orientation de l'UNEF face au conflit algérien « la collusion de la JEC et du parti communiste » ; « l'Union Nationale des Étudiants de France livrée au communisme : c'est depuis plusieurs mois déjà à l'abri de l'UGEMA²⁶ d'une part, et de la JEC de l'autre, que le communisme manœuvre dans nos facultés »²⁷. Parallèlement, à l'intérieur de l'UNEF, les dirigeants droitiers évincés en 1956 tentent à l'automne de réitérer l'opération menée avec succès en 1950. Une brochure intitulée *Le coup de Prague* qualifie le nouveau président de l'UNEF d'« agent de la Gestapo tchèque »²⁸. Il aurait, au congrès de l'UIE tenu à Prague en août 1956, observé une minute de silence en hommage aux étudiants algériens morts sous l'uniforme de l'ALN, et fait expulser deux représentants de l'opposition à l'UNEF²⁹. Mais le succès de 1950 ne se renouvelle pas, et les nouveaux dirigeants sont confortés par le Conseil d'administration. C'est qu'entre-temps, la révolte hongroise est écrasée (novembre 1956) par les chars sovié-

25. Rigoulot Pierre, *Georges Albertini*, Paris, Perrin, 2012, p. 240-243. Voir aussi Charpier Frédéric, *Génération Occident, de l'extrême droite à la droite*, Paris, Le Seuil, 1985, p. 186.

26. Union Générale des Étudiants Musulmans Algériens, née en 1955, liée au FLN.

27. *L'Observateur étudiant*, n° 25 et 27, mars et juin 1956.

28. Brochure *Le coup de Prague*, AN, fonds UNEF, 19870110/132.

29. Ce qui est inexact. Quelques jours plus tard, la CIE admet en son sein l'UGEMA comme Union nationale, et vote un ordre du jour pour l'indépendance algérienne, en dépit des délégués de l'UNEF. Dirigeant de l'UNEF d'alors, Pierre-Yves Cossé note ultérieurement : « Finalement le discours anticolonialiste tenu à l'UIE et au COSEC était à peu près le même. », *Cahiers du GERME*, n° spécial 2, octobre 1997.

tiques. L'UNEF prend aussitôt la défense des étudiants hongrois, ses dirigeants sont en tête de la manifestation étudiante de soutien le 7 novembre aux Champs-Élysées³⁰. Elle participe à Vienne au comité d'aide aux étudiants réfugiés, et contribue à leur accueil en France. La semaine franco-soviétique prévue antérieurement est aussitôt décommandée. Sans considération pour les quelques Associations Générales d'Étudiants dominées par les communistes, elle fait voter par son Conseil d'administration le respect « du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, de l'émancipation des peuples opprimés, des droits de la personne humaine ». Nul n'est dupe parmi les responsables étudiants, ce rappel de principes affiché à propos de la Hongrie peut s'appliquer ailleurs, à propos de l'Algérie. Et les violences physiques que subissent à plusieurs reprises en cet automne 1956 les dirigeants de l'UNEF ne doivent plus rien à la Guerre froide, mais tout aux déchirements du conflit algérien. Parallèlement, l'interdit de fait qui, de 1956 à 1962, empêche les étudiants communistes d'accéder au bureau de l'UNEF tient plus, aux dires des dirigeants, à la tiédeur de l'UEC sur l'Algérie qu'à une attitude de Guerre froide. Les efforts de *L'Observateur étudiant* pour réactiver l'esprit de Guerre froide sont vains : le curseur s'est définitivement déplacé vers les questions de décolonisation, puis l'évolution de la politique gaulliste sur l'Algérie inquiète ses rédacteurs qui déplorent que « le pouvoir laisse à l'abandon l'opinion publique »³¹. Le bulletin cesse de paraître, sans explication, au printemps 1961.

En 1959 le rapport du vice-président international au congrès de l'UNEF donne une image ramassée de ce qui n'est plus la Guerre froide chez les étudiants. Simple observateur des deux Internationales étudiantes, l'UNEF refuse de s'inféoder à l'une ou l'autre, et rêve d'un rôle de « pont » entre tous les étudiants du monde. À propos du congrès de l'UIE tenu à Pékin en 1958, le rapport affirme « l'inintérêt (sic) fondamental des questions débattues ». À propos de la CIE, tenue la même année à Lima, il l'estime manipulée, « et automatiquement on a envie de se demander qui tire les ficelles ». Sa conclusion donne la mesure de l'effacement de la Guerre froide dans le mouvement étudiant : « De toute façon, il faut souligner que le domaine international n'a jamais été [...], et en particulier pour l'UNEF, un département de première importance. » Démission forcée du président et de son bureau, renversement-surprise de l'orientation générale, la Guerre froide a bien, autour de 1950, heurté de plein fouet le mouvement

30. À Lyon, la traditionnelle journée du 17 novembre organisée par l'Association des étudiants en souvenir des étudiants morts pour la liberté, fait cette fois explicitement référence à la Hongrie, ce qui provoque le retrait de la CGT.

31. *L'Observateur étudiant*, n° 50, novembre-décembre 1960.

étudiant. Mais le vif feu de paille s'est tôt effacé devant l'irruption des questions de décolonisation, puis du Tiers-Monde. Ni l'entrée de l'UNEF à l'UIE (1964), ni la révélation publique (1967) du financement de la CIE occidentale par la CIA n'inversèrent la tendance. La Guerre froide ne fut qu'un moment pour le mouvement étudiant.